



Le monde d'après

Les conséquences de la COVID-19
sur les relations internationales

Sous la direction de

FRÉDÉRIC MÉRAND et JENNIFER WELSH



La COVID-19 a provoqué la crise mondiale la plus importante du 21^e siècle naissant. Pour certains, les répercussions ont été rapides et dramatiques, la pandémie poussant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté et générant une insécurité alimentaire extrême. Pour d'autres, les transformations bouillonnent encore sous la surface et des questions demeurent quant à savoir si les changements de société qu'elle a induits perdureront. Le retour de la géopolitique, avec notamment la guerre en Ukraine et les tensions en Asie, complexifie le portrait. Dès mars 2020, on a vu une explosion d'analyses sur les conséquences à court et à long terme de la « COVID longue » sur les relations internationales et établis des parallèles avec l'effondrement de l'Europe des années 1930, raconté par Stefan Zweig dans ses célèbres mémoires *Le monde d'hier*. Alors que la plupart des commentateurs font preuve de pessimisme, certains espèrent des changements positifs. De fait, cette crise sans précédent nous force à réfléchir à la manière dont, dans le « monde d'après », nous pouvons améliorer l'économie, la justice sociale, l'environnement, les relations humaines, la santé et les institutions politiques ou à faire en sorte qu'elles ne se détériorent pas davantage.

Dans ce livre, une cinquantaine de professeurs des quatre universités montréalaises, parmi les meilleurs experts de leur domaine, braquent le projecteur sur l'état post-COVID des relations internationales. Ils proposent des idées progressistes, pragmatiques et fondées sur les sciences sociales qui pourraient améliorer la coopération internationale, la sécurité et la prospérité durable après la fin de la pandémie.

Les directeurs de publication :

Frédéric Mérand est professeur et directeur du Département de science politique de l'Université de Montréal. Il est aussi chercheur au Centre de recherche en éthique. De 2013 à 2022, il a été directeur scientifique du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM).

Jennifer Welsh est professeure au Département de science politique et à l'École Max Bell de politiques publiques de l'Université McGill. Titulaire de la chaire de recherche Canada 150 sur la gouvernance mondiale et la sécurité, elle est aussi directrice du Centre for International Peace and Security Studies (CIPSS).

32,95 \$ • 27 €

Couverture : *Coronavirus Life Cycle*, 2020, Gracieuseté de David S. Goodsell et le RCSB PDB (The protein data bank). CC-BY 4.0.

Formats numériques en accès libre

www.pum.umontreal.ca

ISBN 978-2-7606-4901-9



LE MONDE D'APRÈS

Sous la direction de Frédéric Mérand et Jennifer Welsh

LE MONDE D'APRÈS

**Les conséquences de la COVID-19
sur les relations internationales**

Préfaces de Louise Fréchette et de Stéphane Dion

*Traduction de l'anglais au français de certains textes par
Thomas Desaulniers-Brousseau*

Les Presses de l'Université de Montréal

Les textes des chapitres 1, 3, 6, 7, 8, 9, 11 ainsi qu'une partie de la préface de Stéphane Dion ont été traduits de l'anglais par Thomas Desaulniers-Brousseau.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Le monde d'après : les conséquences de la covid longue sur les relations internationales / sous la direction de Frédéric Mérand, Jennifer Welsh.

Noms: Mérand, Frédéric, 1976- éditeur intellectuel. | Welsh, Jennifer M. (Jennifer Mary), 1965- éditeur intellectuel.

Collection: PUM.

Description: Mention de collection: PUM | Traduit de l'anglais. | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana (livre imprimé) 20230061362 | Canadiana (livre numérique) 20230061370 | ISBN 9782760649019 | ISBN 9782760649026 (PDF) | ISBN 9782760649033 (EPUB)

Vedettes-matière: RVM: Relations internationales—Prévision. | RVM: Pandémie de COVID-19, 2020—Aspect politique. | RVM: Crises (Sciences sociales)

Classification: LCC D863.3.M6614 2023 | CDD 327.09/052—dc23

Mise en pages: Folio infographie

Dépôt légal: 4^e trimestre 2023

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2023

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Fonds du livre du Canada, le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).



Financé par le gouvernement du Canada



IMPRIMÉ AU CANADA

Remerciements

Nous remercions Amandine Hamon, Lucile Martin, Jana Walkowski et Sylvain Longhais pour leur accompagnement des groupes de travail et leur assistance de recherche tout au long du projet. Merci également au Centre de recherche en éthique, le Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale et le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal pour leur soutien financier et logistique.

Préface

Louise Fréchette

Ex-vice-secrétaire générale des Nations Unies

On raconte que, quand on lui a demandé quel bilan il dressait de la Révolution française, Deng Xiaoping a répondu : « Il est trop tôt pour se prononcer. » Certes, seul le temps permet d'évaluer précisément les impacts durables d'une crise. Tenter d'imaginer « le monde d'après » la crise de la COVID alors qu'elle sévit encore est un exercice pour le moins périlleux. Périlleux mais néanmoins utile et nécessaire.

Depuis le début de la pandémie, on entend dire que « le monde ne sera plus jamais le même ». Oui, mais encore : en quoi précisément la crise de la COVID risque-t-elle d'entraîner des changements profonds dans notre quotidien, dans notre vie collective, dans les rapports entre les nations ? Les chercheurs réunis dans ce livre ont fait œuvre utile en jetant un regard informé et objectif sur les diverses dimensions de la crise. Leur analyse des impacts sur l'économie, les systèmes de santé, la sécurité internationale et bien d'autres sujets nous permettent d'y voir plus clair en nous aidant à distinguer les effets plus durables de ceux probablement éphémères et à les situer dans le contexte plus large des tendances déjà présentes dans nos sociétés.

L'apparition de la COVID a fait ressortir plus clairement que jamais les faiblesses et les défaillances des systèmes tant nationaux qu'internationaux pour prévenir et gérer les crises sanitaires. Elle a aussi mis en relief la dure réalité des groupes vulnérables ou marginalisés pour lesquels les filets sociaux en place se sont avérés inadéquats. Elle a creusé encore plus le fossé qui sépare les pays riches des plus pauvres. Les analyses contenues dans ce volume présentent une cartographie détaillée des zones

d'ombre révélées par la pandémie et identifient un éventail de mesures qui pourraient être mises en œuvre pour éviter que l'histoire ne se répète quand la prochaine pandémie, car il y en aura une, sera à nos portes.

Déjà, dans plusieurs pays, des correctifs ont été apportés à la lumière de l'expérience acquise pendant les premières vagues de la pandémie. Pensons, ici même au Canada, aux améliorations dans la gestion des résidences pour personnes âgées ou à l'augmentation des stocks de matériel médical en réserve. Pensons aussi à l'essor du télétravail auquel tant les secteurs privés que publics ont su remarquablement s'adapter. Les interventions importantes, voire inédites, des États pour contrer les effets économiques de la crise tracent peut-être la voie d'une nouvelle orthodoxie en matière de politique économique et fiscale.

On aimerait pouvoir faire état d'un esprit également novateur en matière de coopération internationale. Hélas, c'est plutôt l'inverse qui se produit. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se répercutent à l'Organisation mondiale de la santé où la controverse autour de l'origine du virus mobilise les esprits et mine la crédibilité de l'organisation. On ne voit pas le jour où l'OMS se verra accorder les pouvoirs et les ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat indispensable de recherche, de conseil et de coordination. Cette dynamique géostratégique risque aussi d'alimenter les tendances protectionnistes au nom de la sécurité d'approvisionnement et de l'autosuffisance. Les pays en développement, pour lesquels le commerce international et la contribution aux chaînes d'approvisionnement constituent un moteur essentiel de la croissance économique, risquent de faire les frais du rapatriement des capacités de production vers les pays développés.

Et que dire de la gestion – ou plutôt de l'absence de gestion – globale des vaccins ? La Chine ne peut être blâmée pour la course insensée aux vaccins qui a permis aux pays les plus riches de monopoliser l'acquisition de vaccins au profit de leur population, laissant le reste de la planète sans protection. Il y a quelque chose de presque indécent à parler de cinquième dose quand des milliards de personnes attendent encore leur première. Cette situation est d'autant plus troublante que tous les experts s'entendent pour rappeler que des variants plus dangereux peuvent éclore dans les populations non vaccinées. Que les gouvernements demeurent sourds aux appels à la solidarité humaine n'étonne pas outre mesure, mais on peine à comprendre qu'ils soient à ce point indifférents aux conséquences de cet « égoïsme national » pour la sécurité de leurs propres citoyens.

Les crises ont souvent été à la source d'innovation en matière de coopération internationale. La crise de la COVID n'est pas de celles-là. À cet égard tout au moins, le « monde d'après » risque fort de ressembler à celui d'avant, peut-être même en moins bien.

Préface

Stéphane Dion

*Ancien ministre des Affaires intergouvernementales,
de l'Environnement et des Affaires étrangères du Canada*

À quoi ressemblera le monde post-COVID-19 ? Comment l'humanité va-t-elle se remettre de cette pandémie et de ses contrecoups économiques et sociaux ? Voilà des questions que nous nous posons tous. Ce livre offre les réponses d'une cinquantaine de professeurs. Ils scrutent les effets à court et à long terme de la pandémie sur les aspects essentiels de notre avenir, incluant non seulement la capacité de prévenir les épidémies et de mieux les enrayer quand elles surviennent, mais aussi : le sort des démocraties aux prises avec les pressions autoritaristes et populistes ; la protection des droits et libertés et des minorités ; la sauvegarde de la vie privée face aux technologies de surveillance ; le déploiement des technologies et plateformes numériques, leur réglementation, leur taxation et leurs effets sur le débat public ; le maintien de la biodiversité et la lutte aux changements climatiques ; la fiabilité des chaînes de production et la tension entre le libre-échange et le protectionnisme ; la réduction des inégalités de richesse entre les pays et au sein des pays ; la solvabilité des États, des entreprises et des particuliers ; la recherche de la paix et l'évitement d'une nouvelle guerre froide malgré la confrontation entre les puissances, notamment entre les États-Unis et la Chine ; le multilatéralisme et le fonctionnement de nos organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale du commerce ; les flux migratoires et l'intégration des travailleurs migrants.

Les auteurs renvoient aussi le Canada à ses responsabilités. Dans ce monde à la recherche d'une coopération internationale plus efficace, le

Canada fait jouer plusieurs atouts, non seulement en raison de l'excellence de ses scientifiques et de ses chercheurs, notamment dans le domaine de la santé, mais aussi, plus généralement, en tant que démocratie nord-américaine voisine de la puissance étatsunienne, fortement reliée à l'Europe, mais ayant aussi considérablement renforcé ses liens avec l'Asie; parlant deux langues officielles à portée internationale et dotée d'une population multiculturelle lui donnant prise sur tous les continents; tablant sur une diplomatie expérimentée présente dans tous les forums internationaux; forte d'une économie développée à la fois technologiquement avancée et riche en ressources naturelles, y compris celles dont le monde aura besoin pour réussir sa transition vers une économie carboneutre; dépositaire du quart de l'Arctique, dont l'importance écologique et géostratégique ne cesse de croître.

Les perspectives que les auteurs développent, au fil des chapitres, sont riches et variées, mais si j'avais à en dégager la caractéristique commune, je dirais que c'est le refus du fatalisme. L'humanité peut rebondir, continuer à progresser sur bien des fronts et remédier aux lacunes que la pandémie a fait ressortir. Cette dose de volontarisme est salutaire, alors que nous sommes aux prises avec un drame qui a fauché des millions de vies, plongé dans l'extrême pauvreté plus d'une centaine de millions de personnes et confiné des populations pendant des mois.

Pour garder confiance en nous-mêmes, nous pouvons considérer la façon dont l'humanité a affronté cette pandémie en comparaison de celles qui l'ont frappée antérieurement. Des millions de vies humaines ont été perdues en raison de la maladie à coronavirus. Un siècle plus tôt, la pandémie qui a été improprement appelée la fièvre espagnole a fauché entre cinquante et cent millions de personnes selon les estimations, pour une population mondiale qui n'atteignait pas les deux milliards d'êtres humains à l'époque. Dans notre monde de 7,8 milliards d'êtres humains, cela équivaldrait à une hécatombe qui aurait pu atteindre entre 200 et 400 millions de morts.

Le fait est que l'humanité a accompli d'immenses progrès du point de vue des connaissances médicales, des pratiques sanitaires, des systèmes de santé et de la coopération scientifique. Ne nous sommes-nous pas surpris nous-mêmes en parvenant à produire des vaccins en moins d'une année?

Prenons un peu de perspective au-delà de l'aspect strictement médical. Entre 1970 et 2020, l'humanité a multiplié par deux sa popula-

tion et par cinq sa richesse. Pendant cette période, l'espérance de vie moyenne mondiale est passée de 56 à 72 ans. Encore en 1990, près d'une personne sur trois n'avait pas accès à l'électricité; cela a été réduit à une personne sur dix aujourd'hui. Progrès indéniables qu'il faut poursuivre.

La proportion d'êtres humains vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 2 dollars par jour) est passée d'une personne sur deux (48 %) en 1970 à moins d'une personne sur dix aujourd'hui selon la Banque mondiale. Cette réduction spectaculaire a été malheureusement interrompue par la COVID-19, qui, selon les estimations, a précipité ou maintenu dans la pauvreté entre 119 et 124 millions de personnes dans le monde¹. Un tel recul humanitaire doit être corrigé au plus tôt, au moyen d'une forte solidarité internationale appuyée sur le système multilatéral que nous avons progressivement construit depuis 1945 et qu'il nous faut continuer à renforcer dans tous les domaines.

Pareillement, sur le plan politique, malgré le retour de la guerre en Europe et les rivalités géopolitiques et économiques entre les puissances, nous devons trouver le moyen de continuer à faire des progrès notables vers un monde plus pacifique. Si le nombre de conflits actifs intraétatiques a augmenté ces dernières années, principalement en raison des menées de groupes djihadistes violents, le nombre de victimes de ces conflits continue de baisser².

Les démocraties éprouvent bien des difficultés aujourd'hui face aux régimes autoritaires et aux tendances populistes. Mais là encore la perspective historique nous donne du cœur au ventre. Selon le décompte de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 26 % des pays étaient démocratiques en 1975, comparativement à 62 % en 2018. C'est une progression impressionnante, en fait la plus grande vague

1. Lakner, Christoph, Nishant Yonzan, Daniel Gerszon Mahler, R. Andres Castaneda Aguilar et Haoyu Wu, « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Looking back at 2020 and the outlook for 2021 », *World Bank Blogs*, 11 janvier 2021, <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021>.

2. Ce déclin continu des victimes de conflits violents tend à confirmer l'affirmation selon laquelle nous vivons dans un monde de plus en plus paisible (voir p. ex. Goldstein, 2011; Pinker, 2011). Petterson, Therese, Stina Högbladh et Magnus Öberg, « Organized violence, 1989–2018 and peace agreements », *Journal of Peace Research* vol. 56, n° 4 : p. 589-603, 2019, <https://doi.org/10.1177/0022343319856046>.

de démocratisation de l'histoire, même en tenant compte de la qualité douteuse et de la fragilité de bien de ces démocraties. Il y a maintenant des démocraties dans toutes les régions du monde³.

La COVID-19 met à l'épreuve les systèmes démocratiques du monde entier. Ici encore, nous pouvons être prudemment optimistes. Soit, le fait que les États démocratiques les plus en vue sont ceux qui ont rapporté les taux de mortalité les plus élevés n'est pas de bon augure pour le prestige du système démocratique. En outre, on sait que les restrictions radicales imposées à grande échelle pour freiner la propagation du virus ont entraîné un important recul des libertés civiles. Les confinements ont limité les droits et libertés, tout comme les interdictions de rassemblement public et privé, l'interdiction de voyager, la fermeture des frontières et des magasins, le recours accru aux technologies de surveillance électronique, les amendes élevées, le report d'élections... Tous les observatoires réputés ont considérablement réduit leurs indices de démocratie en 2020 par rapport à 2019. Pourtant, les sondages d'opinion ont régulièrement montré de forts appuis à ces mesures d'urgence, partant bien sûr de la prémisse qu'elles seraient exclusivement employées à des fins de santé publique légitimes et qu'en aucun cas elles ne deviendraient permanentes.

La contraction économique engendrée par les restrictions sanitaires aggrave l'instabilité des démocraties fragiles. Quand la situation sanitaire d'un pays se détériore, les infrastructures hospitalières deviennent surchargées, les pertes d'emplois accroissent la pauvreté, le prix des aliments augmente subitement et le tourisme – souvent l'épine dorsale de l'économie – tarit. La pandémie a eu une incidence considérable sur les femmes, renversant de nombreuses avancées en matière d'égalité des sexes. Toutefois, ces démocraties fragiles sont toujours bien vivantes, et les mouvements de contestation populaires prennent pour cibles les gouvernements considérés comme incompetents ou corrompus plutôt que le système démocratique en soi.

Les régimes autoritaires saisissent l'occasion présentée par la pandémie pour consolider leur contrôle aux dépens de la vie privée, des libertés civiles et de l'état de droit. D'après l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit pour 2020, «les régions autoritaires sont celles qui ont

3. Institut international pour la démocratie et l'assistance, *The Global State of Democracy 2019: Addressing the Ills, Reviving the Promise*, 19 novembre 2019, <https://www.idea.int/publications/catalogue/global-state-of-democracy-2019>.

connu les plus importants reculs. [...] Ces régimes ont profité de l'urgence sanitaire mondiale provoquée par la pandémie de coronavirus pour persécuter et réprimer les dissidents et les opposants politiques⁴. » De la même façon, Freedom House constatait que « les endroits où il y avait déjà peu de mesures en place pour éviter les abus de pouvoir souffrent le plus⁵ ».

En Europe, l'outil de suivi mondial de l'incidence de la COVID-19 sur la démocratie et les droits de la personne de la Commission européenne a identifié des « développements préoccupants » dans six de ses États membres (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovénie et Slovaquie) de même que dans de nombreux pays non européens.

Toutefois, dans les démocraties bien établies, si l'on assiste à une montée de la désinformation, des théories de la conspiration et de l'activisme extrémiste, on peut dire que, de façon générale, la pandémie n'a pas eu pour effet de radicaliser une grande partie de la population. Il y a même eu un effet ralliement autour des gouvernements traditionnels, et ce, chose intrigante, en dépit d'une corrélation évidente avec l'efficacité réelle de leurs efforts pour contenir le virus. Les taux d'approbation des leaders et des gouvernements en place ont grimpé en flèche au début de la crise⁶. Bien sûr, les milliers de milliards de dollars en argent et en liquidités distribués par les gouvernements dans l'espoir de soulager les souffrances et d'assurer l'avenir de l'économie sont pour quelque chose dans le ralliement des populations autour de leurs dirigeants. Sans surprise, au fil des mois et avec la fatigue qui s'installe, ce soutien exceptionnel a faibli, mais il est loin d'avoir disparu partout.

Dans les démocraties européennes bien établies, les partis radicaux sont moins bien parvenus à se présenter comme une option crédible que lors de la crise financière de 2008, qui se prêtait mieux que la pandémie à la rhétorique du blâme contre les élites et les experts. La pandémie

4. The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020: In sickness and in health?*, 2020, <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020/>.

5. Repucci, Sarah et Samy Slipowitz, *Democracy under Lockdown: The Impact of COVID-19 on the Global Struggle for Freedom*, Freedom House, octobre 2020, https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-10/COVID-19_Special_Report_Final_.pdf.

6. Bol, Damien, Marco Giani, André Blais et Peter J. Loewen, « The effect of COVID-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy? », *European Journal of Political Research*, 2020, <https://ejpr.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1475-6765.12401>.
 Ducke, Emile, « Coronavirus Has Lifted Leaders Everywhere. Don't Expect That to Last ». *The New York Times*, 19 avril, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/04/15/world/europe/coronavirus-presidents.html>.

a augmenté la valeur d'un leadership fondé sur les données probantes et axé sur la recherche de consensus, pour lequel les démagogues populistes n'ont généralement pas la tête de l'emploi. Dans les mots de l'ex-chancelière allemande Angela Merkel: «Le populisme qui nie les faits montre ses limites.» Les efforts massifs déployés en santé et en aide sociale ont créé un effet unificateur, tandis que l'urgence de la crise nous a fait mettre de côté les thèmes clivants de l'identité culturelle et de l'immigration.

Bien sûr, l'avenir compte de nombreuses variables inconnues. Inévitablement, l'usure provoquée par les restrictions socioadministratives, le confinement et la paralysie quasi totale de l'économie ont fait leur œuvre, et les populations se sont impatientées devant la lenteur de la vaccination. Le déconfinement a été lui-même parsemé d'embûches alors que l'inégalité, le chômage, les faillites et les dettes ont pris l'avant-scène des débats politiques.

Au fur et à mesure que la pandémie cesse d'être la priorité, les enjeux polarisants d'avant la COVID-19 referont surface: les tensions ethnopolitiques s'exacerberont; les politiciens populistes continueront d'instrumentaliser le nationalisme. Les dommages économiques de la pandémie dans les pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient, associés à la reprise économique anticipée en Amérique du Nord et en Europe, risquent de faire augmenter les migrations irrégulières dans les prochaines années. Une nouvelle vague migratoire pourrait gonfler à des niveaux records l'attraction et les appuis des démagogues populistes.

S'il y a bien un enjeu qu'il ne faut absolument pas rater, c'est celui de la relance verte. La reprise économique post-COVID doit être durable et bâtir une économie véritablement plus respectueuse de la planète et du climat. Il ne faut pas laisser passer cette occasion car on ne sait pas quand sera la prochaine fois que les gouvernements investiront aussi résolument dans la transition verte.

Depuis 1970, l'extraction des ressources naturelles a été multipliée par trois, un million des huit millions d'espèces animales et végétales connues est menacé d'extinction et la dégradation des écosystèmes s'accélère, tandis que les changements climatiques accentuent cette crise écologique. Le monde émet deux fois plus de gaz à effet de serre qu'en 1970⁷.

7. Programme des Nations unies pour l'environnement, *Faire la paix avec la nature: un plan scientifique pour faire face aux urgences en matière de climat, de biodiversité et de pollution*, Nairobi, 18 février 2021, <https://www.unep.org/fr/resources/making-peace-nature>.

Il en a émis plus depuis 1990 que lors des 140 années précédentes.

D'après l'Agence internationale de l'énergie, les émissions mondiales de CO₂ ont baissé de 5,8 % en 2020 en raison de la contraction économique résultant du combat contre la pandémie, mais elles ont rebondi en 2021. Avec la reprise et la guerre menée par la Russie en Ukraine, la demande mondiale de charbon a vite redépassé les niveaux de 2019⁸. Si rien ne change, la baisse enregistrée en 2020 n'aura été qu'une parenthèse dans la croissance continue des émissions de GES.

Nous poursuivons un développement autodestructeur, il nous faut trouver la voie d'un développement durable. De ce point de vue, l'Accord de Paris de 2015 fut une prouesse diplomatique salutaire. Le problème est que le temps presse si l'on veut rester en deçà de la limite des 2 °C de réchauffement que les scientifiques recommandent de ne pas franchir. Nous en sommes déjà à 1 °C de réchauffement, en route vers les 1,5 °C autour de 2040 et les 3 °C à la fin du siècle avec un réchauffement qui continuera par la suite⁹.

Il faut donc en faire plus. Nettement plus. Le gouvernement du Canada a rendu public, en décembre 2020, le plan climatique et la Stratégie canadienne pour l'hydrogène et le premier ministre Trudeau a annoncé une cible canadienne renforcée pour 2030 (une réduction de 40 à 45 % des émissions par rapport à 2005) qui lancera notre pays vers la carboneutralité en 2050. Pas moins de 110 pays se sont engagés à éliminer leurs émissions d'ici 2050 et la Chine promet d'y parvenir en 2060.

Il faut des plans d'action crédibles pour atteindre de telles cibles, assortis d'une tarification du carbone, épine dorsale d'un bon plan. Le gouvernement du Canada a courageusement proposé que le prix de la pollution par le carbone passe de son prix d'aujourd'hui de 30 \$ CA à 170 \$ CA la tonne en 2030. Le gouvernement a conçu son plan de façon à créer un puissant incitatif pour une prospérité économique vraiment

8. Agence internationale de l'énergie, *Global Energy Review: Flagship Report*, avril 2021, https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2021?utm_content=buffer5ce8e&utm_medium=social&utm_source=twitter-ieabirol&utm_campaign=buffer

9. GIEC, « Résumé à l'intention des décideurs », dans : *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* [rapport intégral en anglais], 2018, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf.

durable avec plus de justice sociale. Et la justice sociale, la transition juste, c'est essentiel pour réussir, car rien ne sera possible sans garder l'appui des populations¹⁰.

Le combat contre le changement climatique est également un enjeu géostratégique. Les experts militaires et climatiques nous avertissent que des perturbations environnementales sérieuses et grandissantes, exacerbées par le changement climatique d'origine anthropique, sont un facteur d'amplification des conflits et de l'instabilité¹¹. Dans une large mesure, l'avenir de la paix mondiale dépend du sérieux et de la vigueur des plans de reprise verte que nous mettrons en œuvre.

Dans cette lutte contre les changements climatiques induits par l'activité humaine, nous pourrions certainement nous inspirer de la détermination avec laquelle nous avons combattu la maladie à coronavirus. Cependant, il faudra garder bien en tête la nature différente de ces deux combats. Dans le cas de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont réagi en mettant leurs populations dans un état d'anormalité transitoire et donc intenable à terme. En effet, on ne peut pas éternellement confiner les populations, priver d'école des centaines de millions d'enfants, paralyser presque toutes les activités économiques et demander aux gouvernements d'y suppléer en s'endettant de façon astronomique. Dans le cas de la lutte aux changements climatiques, il s'agit de créer le contraire d'une anormalité transitoire, soit une normalité durable. L'objectif est de permettre une vie normale, où l'humanité continuera de poursuivre ses objectifs de progrès économiques, sociaux et de justice, mais en sauvegardant les mêmes possibilités pour les générations à venir, et donc sans saccager l'environnement naturel ni bousiller le climat.

En somme, pour rebondir avec force après cette pandémie, un optimisme prudent sans complaisance aucune est de rigueur. Une détermination, exempte de tout fatalisme, est requise. Une connaissance fine du monde et de ses tendances est nécessaire. C'est en ce sens que ce livre trouve son utilité. Je vous en souhaite bonne lecture.

10. Dion, Stéphane, « Practicing Climate Justice: Negotiating Just Transitions in Canada and on the World Stage », dans Éloi Laurent (dir.), *The Well-Being Transition: Analysis and Policy*, Palgrave Macmillan, 2021, p. 25-54.

11. Saghir, Jamal, *Climate Change's Impacts on Conflict: Moving from Acknowledgement to Action*, Postdam Institute for Climate Change Research, Berghof Foundation, 25 février 2021.

Introduction

Frédéric Mérand et Jennifer Welsh

Au printemps 2020, le monde s'est arrêté. Les écoles, les commerces et les restaurants ont fermé. Des millions de personnes ont perdu leur emploi. Les employés de bureau sont passés au télétravail tandis que les travailleurs essentiels faisaient des doubles quarts pour soigner leurs patients ou livrer de la nourriture. Le secteur manufacturier a pratiquement cessé ses activités. Les routes se sont vidées. Les vols ont cessé. C'était le début, brutal, de ce qu'on appellerait bientôt le Grand Confinement.

La pandémie de COVID-19 est la crise mondiale la plus importante depuis le début du *xxi*^e siècle. Ses ramifications sont d'ordre sanitaire et économique, bien sûr, mais aussi social, technologique, environnemental, culturel, sécuritaire, psychologique et politique. En empruntant au sociologue français Marcel Mauss, on peut la décrire comme un « fait social total », un événement d'une ampleur telle que nous n'en avons pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale: la pandémie a touché à toutes les sphères de l'activité humaine et à toutes les dimensions de l'expérience humaine, du politique au spirituel. Et contrairement à la Seconde Guerre mondiale, à la fin de la guerre froide, à la crise financière de 2008 ou même à d'autres épidémies récentes comme celles d'Ebola, pas un seul pays – que ce soit la Chine avec sa prétendue politique « zéro COVID », ou même la Corée du Nord, le « royaume ermite » – n'a su en éviter les conséquences.

Dans certains cas, l'impact fut rapide et spectaculaire, la pandémie ayant relégué des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté tout en engendrant des insécurités alimentaires extrêmes au sein de communautés partout sur Terre. Comme l'ont écrit Bill et Melinda Gates dans le rapport annuel de leur Fondation (*Goalkeepers Report*, 2020), quand on

regarde les mesures de développement économique et social, on constate qu'on a « reculé d'environ vingt-cinq ans en vingt-cinq semaines ». Dans d'autres cas, les transformations bouillonnent encore sous la surface, et les questions fusent à savoir si les nécessaires changements au comportement quotidien des populations seront renversés ou s'ils perdureront dans l'après-pandémie.

Depuis mars 2020, nous avons assisté à une explosion d'analyses sur les effets à court terme et sur les éventuelles conséquences de la COVID-19. En même temps que les téléchargements de *La peste* d'Albert Camus montaient en flèche, plusieurs ont tracé des parallèles avec la description proposée par Stefan Zweig, dans son célèbre livre-testament *Le monde d'hier*, de la descente de l'Europe des années 1930 dans la pauvreté, le nationalisme et la guerre. Si la plupart des commentateurs se faisaient pessimistes devant la crise, d'autres ont choisi d'y voir une occasion d'effectuer des changements positifs. Cette attitude demande de réfléchir au travail que l'on pourra faire, dans le « monde d'après », pour améliorer l'économie, la justice sociale, les relations de genre, la santé et les institutions politiques – ou, à tout le moins, pour s'assurer qu'elles ne se détériorent pas davantage. Les idées ne manquent pas pour « reconstruire en mieux », et nous n'assistons probablement qu'aux balbutiements d'une conversation planétaire.

Dans ce livre, nous concentrons notre attention sur un seul aspect du défi qui nous attend : le monde lui-même ou, comme on le désigne dans les cercles universitaires, les relations internationales. Peu après le début de la crise, nous avons invité 50 chercheurs et chercheuses basés à Montréal, aux universités McGill et de Montréal pour la plupart, mais aussi à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université Concordia, à se rencontrer virtuellement pour plusieurs séances de remue-ménages. Leur mandat était de réfléchir ensemble à des idées progressistes, pragmatiques et ancrées dans les sciences sociales qui pourraient améliorer la coopération et la sécurité internationales et favoriser une prospérité durable une fois la pandémie terminée. Nous avons ensuite organisé une série de tables rondes publiques, auxquelles praticiens, décideurs, activistes et grand public étaient conviés. Le livre que vous tenez entre vos mains est le résultat de cette entreprise collective.

Le monde en 2020

Avant de présenter les principales idées de nos collaborateurs et collaboratrices ainsi que les débats qu'elles ont suscités, résumons ce que nous savons déjà des effets (à court terme) de la COVID-19 sur les relations internationales.

Révélation

Certaines tendances mondiales étaient déjà bien amorcées avant 2020, mais la pandémie nous les a révélées avec une clarté accrue. Les inégalités socio-économiques en sont un bon exemple. À première vue, les inégalités entre pays semblent avoir diminué depuis les années 1990, mais c'est là en grande partie une conséquence de l'essor de la classe moyenne chinoise. Au sein des pays, au contraire, elles se sont accentuées dans bien des cas. De façon générale, comme l'ont montré des économistes tels que Thomas Piketty (2019) et Branko Milanovic (2016), le bilan est mitigé : tandis que la vie de millions de personnes s'est améliorée au XXI^e siècle, particulièrement dans les pays du Sud, le centile le plus riche de la population a vu son revenu s'accroître encore davantage. Pour bien des gens, qu'ils soient englués dans la pauvreté ou qu'ils fassent partie d'une classe moyenne occidentale stagnante, la situation a empiré. De plus, la nature même des inégalités socio-économiques a considérablement changé. Le patrimoine engendre davantage de revenus qu'à aucun autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À l'inverse, les travailleurs non qualifiés du secteur des services se sont comparativement appauvris. C'était l'état de la situation quand nous sommes entrés dans la crise du coronavirus, qui a eu tôt fait de mettre en lumière leur vulnérabilité, dans le secteur formel aussi bien qu'informel.

La pandémie a aussi mis en évidence une autre tendance mondiale, à savoir l'interdépendance grandissante des économies nationales, incarnée dans le dense réseau des chaînes de valeurs mondiales. La délocalisation du secteur manufacturier en Chine, qui a pris son essor dans les années 1990, avait occulté à quel point la conception, la production et la vente de biens et services, au XXI^e siècle, sont mondialement intégrés par les droits de propriété intellectuelle, l'interopérabilité logistique, la communication juste-à-temps, la convergence réglementaire et les marchés financiers. Avec la spécialisation extrême, les intrants se déplacent

constamment de par le monde. Pour reprendre un exemple cher aux écoles de commerce, les composants d'un iPhone d'Apple, propriété intellectuelle incluse, proviennent des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, de Taïwan, de France, de Corée et de Chine. Dans les premiers jours de la pandémie, alors que les pays étaient confrontés à des pénuries de fournitures médicales essentielles, on a beaucoup parlé de relocalisation. À ce jour, pourtant, peu de données viennent appuyer un renversement de cette tendance lourde ou l'appui sans réserve à la « souveraineté de la chaîne d'approvisionnement » (Zakaria, 2020). L'immensité de la tâche, tant sur le plan logistique que financier, a limité toute ambition, du moins pour l'instant, de « reprendre le contrôle ».

En matière de politique internationale, les observateurs se sont largement entendus, dès le début des années 2010, sur le déclin relatif des États-Unis. La question en suspens restait de savoir si ceux-ci continueraient d'user vigoureusement de leur *soft power* (leur « pouvoir de convaincre ») et de mener les efforts de coopération internationale, comme l'avait fait l'administration Obama. Mais la montée des populismes à l'Ouest et la force grandissante des régimes autoritaires dans le reste du monde ont mis fin à cet espoir bien avant 2020. La principale victime en a été la qualité de la démocratie libérale qui, d'après Freedom House, a décliné partout dans le monde entre 2005 et 2020, en raison de l'affaiblissement des normes relatives aux élections libres et à l'État de droit dans les démocraties établies, voire de leur pilonnage dans les démocraties fragiles (Mounk, 2018 ; Levitsky et Ziblatt, 2019). Le recul de la démocratie ne s'est pas limité à quelques pays ; on l'a observé sur tous les continents. Tandis que des régimes comme la Chine et la Russie devenaient encore plus autoritaires, des pays comme la Hongrie et la Turquie, menés par des dirigeants aux tendances autocratiques, mais élus à la majorité, en sont venus à incarner l'autoritarisme électoral, ou la « démocrature ». Ainsi, ce que les spécialistes des relations internationales et les diplomates appellent l'ordre libéral international s'est vu miné non seulement par des compétiteurs comme la Russie, « mais aussi par les électeurs occidentaux » (Adler-Nissen et Zarakol, 2021). Le mandat tumultueux du président Donald Trump (2017–2021) a parfaitement illustré ces deux tendances, rendues manifestes par l'érosion systématique de la démocratie interne et de la légitimité internationale des États-Unis.

Enfin, la COVID-19 nous a rappelé une vérité toute simple que beaucoup avaient oubliée : l'État est une institution fondamentale qui assure la

cohésion des sociétés. Selon la célèbre formule de Max Weber, l'État a le « monopole de la violence légitime » – mais il a aussi le monopole de la citoyenneté et de la protection des populations. Bien que l'État ait, d'après Michael Mann (1984), le pouvoir despotique d'*imposer*, il a aussi, par ses infrastructures, le pouvoir de *permettre* – il possède, dans les mots de Pierre Bourdieu, une « main droite » qui contraint et une « main gauche » qui protège. Les gouvernements peuvent fermer manufactures et frontières et forcer les gens à rester chez eux, mais ils peuvent aussi les rapatrier de l'étranger, leur donner des soins de santé et mettre en place des prestations d'urgence. Ces pouvoirs exceptionnels se sont révélés pendant la crise, alors que les gouvernements réalisaient l'impensable : freiner la circulation des individus et enregistrer des déficits à 15 % du PIB. Sans surprise, les États plus faibles s'en sont moins bien tirés, et plusieurs d'entre eux ont exercé un pouvoir plus despotique que structurant. Le rapport spécial de la Conférence de Munich sur la sécurité, fin 2020, est allé jusqu'à parler d'une « pandémie d'autoritarisme » évoluant en parallèle de la COVID-19, notant une hausse de 30 % de la répression gouvernementale de par le monde entre la mi-mars et la fin juillet (Conférence de Munich sur la sécurité, 2020).

Accélération

Viennent ensuite les tendances que la COVID-19 a accélérées. Les plus évidentes relèvent de la numérisation et de la virtualisation des relations internationales, la pandémie ayant agi comme catalyseur de changements. Le bureau à domicile a bouleversé le travail des sociétés, des petites entreprises aux multinationales. Le travail à distance a aussi affecté les bureaucraties gouvernementales et intergouvernementales, qui ont adjoint les réunions virtuelles à l'utilisation déjà habituelle des courriels. Avec l'arrêt des voyages à l'étranger, les rencontres internationales – des congrès professionnels aux sommets de l'Organisation des Nations unies (ONU) – se sont déplacées en ligne. Au même titre que la salle de conseil et la salle de classe, Zoom a accueilli la salle de conférence internationale. Au « retour » du travail, le soir, les gens ont consommé des produits culturels américains à un rythme inédit, notamment sur les plateformes de Netflix et d'Apple, ou en les achetant sur Amazon.

L'ascension des entreprises de technologie (le « Big Tech ») remonte à bien avant la crise de la COVID-19. Déjà, leur part du marché grandissait

et ils génèrent des niveaux de revenus à couper le souffle, mais le Grand Confinement leur a donné un coup de pouce considérable. Alors que la « vraie » économie s'effondrait, consommateurs et investisseurs se sont rués sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), laissant en ruines les économies locales du service, du tourisme et de la culture. En juillet 2020, les cinq plus grandes entreprises technologiques représentaient 22 % de la valeur des actions du S&P 500 (Klebnikov, 2021). En implantant les services numériques dans nos pratiques de consommation quotidiennes et dans les opérations des entreprises, la pandémie a ainsi accéléré une transformation profonde de l'économie capitaliste, de la vente des produits et services à la marchandisation des données, ce que Shoshana Zuboff (2020) décrit comme la montée du « capitalisme de la surveillance ». Cette transformation profitera aux travailleurs, aux travailleuses et aux entreprises de l'économie numérique aux dépens des autres, qui continueront de perdre de la vitesse.

La pandémie a donc mis en lumière et amplifié plusieurs des dynamiques sous-jacentes de la mondialisation, particulièrement en matière de technologie (McNamara et Newman, 2020). En 2020, il est devenu clair que la nouvelle frontière se trouvait quelque part aux confins des communications 5G et de l'intelligence artificielle. Sans surprise, la Chine et les États-Unis se sont de plus en plus vivement disputé le contrôle et l'innovation au sein de ces secteurs, qui constituent un nouveau vecteur de concurrence entre les deux grandes puissances mondiales et limitent leur capacité à coopérer face à des défis communs. Tandis que la Chine a étroitement coopéré avec les États-Unis dans la foulée de la crise financière de 2008, y compris dans le cadre institutionnel du G20, elle a depuis développé un énorme marché intérieur et un secteur technologique à grande valeur ajoutée qui est largement autonome de celui des États-Unis. Aujourd'hui, les plus grandes entreprises chinoises, comme Alibaba ou Tencent, rivalisent de taille et de valeur marchande avec leurs cousines américaines. Qui plus est, la Chine a entrepris d'établir son propre ordre régional en signant des ententes commerciales et sécuritaires et en étendant son contrôle sur les développements politiques dans sa sphère d'influence. La confiance accrue de Pékin s'est traduite non seulement par une présence plus visible et active au sein des institutions internationales, mais aussi par une forme de diplomatie plus « musclée », censée faire avancer ses intérêts économiques et politiques. L'Armée populaire